

# Les étudiants et la lutte antifasciste

**I**l y a quelques jours, « Le Monde » publiait une interview de Dominique Wallon, président de l'U.N.E.F., réaffirmant la volonté du syndicalisme étudiant de s'opposer par tous les moyens aux entreprises de subversion fasciste, mais marquant nettement sa réserve, et même sa méfiance, à l'égard des comités antifascistes, créés dans les facultés et les lycées. La dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. a essayé de s'adapter à la situation complexe qui s'était établie, surtout à Paris, tout en réaffirmant la priorité de l'action syndicale. Le problème qui se trouve posé est celui des moyens offerts aux étudiants (qui se voient sollicités par des structures diverses) de lutter contre le fascisme. Situation complexe qui a provoqué depuis quelque temps des remous, des pressions, des réajustements, des essais de compromis ou des prises de position plus brutales. Les échos qui nous viennent de province, comme les difficultés parisiennes (les dernières étant celles de la Fédération des groupes d'études de lettres) nous imposent de prendre position.

## Les Comités antifascistes...

Les comités antifascistes sont nés de l'émotion ressentie dans l'ensemble du milieu étudiant, à la suite des attentats commis par les tueurs de l'O.A.S., visant spécialement ou bien l'U.N.E.F. et les A.G. de province, ou bien des professeurs de l'université. Rappelons que la situation n'était pas alors à l'optimisme. La C.F.T.C. affirmait la nécessité pour sa part d'une certaine forme de « désengagement », l'U.N.E.F. (tout en poursuivant ses contacts) faisait retour sur elle-même pour trouver une solution rapide à ses difficultés internes. Les comités antifascistes sont ainsi apparus à des étudiants inorganisés et aux lycéens comme le meilleur moyen de faire face à la brutale dégradation de la vie politique. Qu'on se souvienne des manifestations répétées, surtout à Paris, à la suite des plastiquages. Sur le plan de la sensibilisation des étudiants au péril fasciste, sur le plan de l'agitation, les comités ont joué — et continuent à jouer — un rôle important. Surtout dans les lycées où n'existent pas de structures syndicales. Car les lycéens ont le droit de marquer leur opposition totale au fascisme, c'est tout leur avenir qui est en cause, et les jeunes ont perdu l'habitude de donner procuration à d'autres pour régler leurs propres problèmes. Les jeunes ne vivent pas

parmi les fantômes du jardin de l'académie athénienne, ils vivent affrontés aux problèmes de leur temps. Si une véritable formation civique leur avait été donnée, la situation serait totalement différente. Au lieu d'en prendre conscience, on traque ceux qui expriment leur opinion comme ceux qui essaient de s'en faire une. Et l'on aboutit à ces méthodes inadmissibles qui sévissent dans certaines Ecoles normales primaires, où des fouilles de casiers ont lieu, où ceux qui détiennent un journal ou une brochure politique sont l'objet de sanctions, même s'ils sont en quatrième année, même s'ils sont syndiqués au S.N.I., même si l'année prochaine ils auront la charge d'éduquer des enfants. Si l'on ne veut pas que se répète la triste histoire de l'instituteur Sanchez, il est temps d'en finir avec ces méthodes, de rompre avec cet état d'esprit, fait de paternalisme désuet, de refus de confier aux jeunes la responsabilité de leurs actes.

## ... et leurs limites

Mais revenons au problème précis de ces comités. S'ils ont connu une flambée d'activité, il faut bien reconnaître qu'ils sont en veilleuse aujourd'hui. Et cela pour diverses raisons :

■ le problème de l'unité d'action est toujours difficile et il existe chez certains la tentation permanente de faire ce genre de comités pour servir leurs desseins particuliers. Nous n'avons jamais caché notre souci d'établir une forme de contrôle sur ces comités, parce qu'il est normal qu'une organisation politique s'inquiète de peser sur les décisions qui engagent une partie de ses militants. Nous n'avons jamais caché nos préférences pour des cartels d'organisations, les seuls capables, à notre avis, de supprimer les manœuvres, de définir clairement les buts et les moyens de l'action, les seuls capables aussi de continuité et d'efficacité dans la lutte. Nous n'admettons pas, en retour, que sous prétexte de dégager la lutte antifasciste des cadres partisans, d'offrir une plus large base d'unité, on veuille ramener l'action de ces comités au soutien d' « une » politique.

■ de plus, l'activité de ces comités (d'aucuns diraient leur activisme) a pu à la longue fatiguer les étudiants, la répétition de petites manifestations se révélant inutile. Et ceci alors que les syndicats et les partis politiques reprenaient l'offensive, organisaient les rassemblements du 6 février, les manifestations du 8, et, enfin, cette réponse magnifique aux assassinats que fut la journée du 13 février ;

■ enfin, si à l'origine, les comités se sont créés plus ou moins spontanément, bien vite une intention précise a présidé à la création des nouveaux et à l'utilisation des plus anciens : faire pièce aux structures que l'U.N.E.F. essayait de mettre en place, surtout en province, empêcher que l'action ne soit animée par le syndicalisme. On a vu des militants de gauche reprendre les vieux arguments des « majoritaires apolitiques », prétendre que la lutte contre le fascisme était l'affaire de ces comités et que l'U.N.E.F. n'avait qu'à s'occuper des affaires corporatives. Nous affirmons évidemment que l'U.N.E.F. (comme les autres syndicats) a vocation antifasciste et son intervention à diverses reprises dans la relance de l'action populaire le prouve assez. En retour, nous pensons que l'argument de certains syndicalistes pour qui, l'U.N.E.F. représentant l'ensemble des étudiants, les minorités politiques n'ont qu'à s'en remettre à elle de la totalité du combat antifasciste, n'est pas fondé. Nous respectons l'indépendance syndicale, nous pensons que l'U.N.E.F. a raison de refuser d'être liée par les décisions de comités où elle n'aurait aucun contrôle. Au nom de ces principes, nous estimons que les organisations syndicales et politiques ont des buts et des moyens différents et que l'essentiel, dans ces conditions, est de trouver les possibilités de faire servir ces moyens différents à une seule et même cause.

## ***La situation politique et notre choix***

Je répète que nous refusons de considérer comme inutile l'action des comités. Le travail d'information et de prise de conscience qu'ils ont entrepris peut se révéler payant, surtout dans les lycées et les écoles, ils sont capables dans certains cas de maintenir une pression, d'être un lieu de confrontation. Si nous entendons marquer les limites de leurs possibilités, si nous refusons de les considérer comme les seules formes d'action possibles et surtout d'en faire des machines de guerre contre l'U.N.E.F., c'est parce que nous nous fondons sur une analyse politique. Aujourd'hui, il ne s'agit plus comme en 1934 de disputer le pavé de Paris aux trublions fascistes. L'action clandestine de subversion de l'O.A.S., le développement de ses ramifications à l'intérieur de l'administration, de la police et de l'armée, font que nous sommes affrontés à deux dangers : d'une part, le coup de force possible lors de l'entrée en vigueur des conditions de l'accord avec le G.P.R.A., d'autre part, les manœuvres d'apaisement qui pourront être tentées, sous le couvert d'une « Union nationale » qui ne serait que la couverture « légale » de l'acceptation des conditions des

ultras. Certes, il existe, dans le milieu étudiant, des groupes fascistes, et le rôle des organisations politiques et des comités est d'en purger les facultés. Mais le véritable danger n'est pas là : il est dans les deux possibilités de l'action fasciste. Et la solution viendra de l'action des masses, organisée par les syndicats et les partis politiques. A ce niveau, il importe de prendre conscience de la situation dans laquelle se trouve l'U.N.E.F. Le syndicat étudiant s'est placé au niveau des centrales ouvrières et des syndicats enseignants, et, fort de la reconnaissance de la légitimité de ses ambitions par les autres forces syndicales, il entend n'être pas rabaissé au niveau d'une simple organisation estudiantine, s'enfermer dans un dialogue avec les seuls mouvements étudiants. C'est aux A.G. d'établir la médiation entre les projets du bureau de l'U.N.E.F. et la pression immédiate de la base, sensible aux problèmes politiques, et d'intégrer cette poussée dans l'ensemble de l'activité syndicale. Nous pensons qu'il est essentiel que dans chaque faculté, dans chaque ville de province, se constituent des groupes d'A.G., composés de militants syndicalistes, sur lesquels le syndicat ait pleine autorité et qui ne reçoivent leurs mots d'ordre que de lui. Ces groupes auraient des tâches d'information, mais aussi de structuration du milieu étudiant. Et c'est avec eux que doivent être étudiées les possibilités de coordination, pour qu'en cas de coup dur, soient aussitôt mis en place les structures d'encadrement des étudiants, les moyens de riposte, en liaison avec les autres secteurs de l'activité nationale. Ce qui veut dire que de notre côté, nous devons poursuivre nos efforts d'explication politique de la nécessité du front socialiste, nos efforts d'organisation et de présence dans les groupes d'action et de résistance.

Il est nécessaire de prendre conscience du caractère urgent des mesures qui seront prises. Les étudiants ne seront prêts que s'ils envisagent les choix prioritaires qu'ils ont à faire. Aujourd'hui, une partie des cadres de l'U.N.E.F. (ou plutôt les représentants directs des étudiants dans les C.A.) sont des militants politiques, ou influencés par une politique, n'ayant pas toujours conscience de la spécificité du travail syndical. Nous devons refuser cette forme de pression politique. L'U.N.E.F., comme d'autres forces syndicales, a pris conscience qu'elle ne pouvait régler ses problèmes ni en intervenant comme groupe de pression, ni en reprenant les mots d'ordre de partis, ni en déléguant quelques-uns de ses membres dans les comités électoraux. C'est au niveau global de la conscience et de l'activité politiques qu'elles entendent intervenir. C'est à ce niveau que la politique de front socialiste les appréhende.

Raymond LE LOCH